

Point de vue

Lettre au Parti communiste français

vendredi 12 septembre 2008, par [BESANCENOT Olivier](#) (Date de rédaction antérieure : 8 septembre 2008).

Chère Marie-George, chers camarades,

En cette rentrée marquée par une situation difficile pour l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse, nous tenions à nous adresser à vous à la veille du grand rassemblement populaire qu'est la Fête de L'Humanité.

Nous nous côtoyons régulièrement dans les résistances et dans de nombreux combats politiques. Suffisamment pour bien connaître nos accords et nos divergences. Sur le terrain politique, nos alliances et notre stratégie ne sont pas les mêmes et nous amènent à marcher séparément. Pour autant, c'est le plus souvent ensemble que nous avançons dans les manifestations pour défendre les droits des exploités et des opprimés. C'est aussi au quotidien que nous militons dans les quartiers populaires et les entreprises.

Il nous semble que l'heure est venue de renouer le fil du dialogue afin de faire face à l'avalanche de mauvais coups que le capitalisme porte contre l'ensemble de la population. Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, le Medef se porte mieux que jamais. Ses intérêts sont scrupuleusement défendus par le gouvernement Fillon. Les luttes et les combats ne manquent pas : les régimes spéciaux des cheminots, la loi d'autonomie des universités pour les étudiants, les suppressions de postes dans l'éducation nationale, les grèves sur les salaires sans oublier les travailleurs sans papiers...

Tous et toutes le disent et le réclament : nos résistances ont besoin de plus de soutien, de l'unité la plus large à gauche. Depuis plus d'une année, nous n'avons eu de cesse de proposer des actions unitaires à toute la gauche sociale et politique. Pour dire les choses franchement, la direction du Parti socialiste est restée muette à nos propositions jusqu'à présent. La campagne commune pour exiger un débat national et un référendum sur la privatisation de La Poste fera peut-être exception. Tant mieux !

Pour le reste, il n'est pas rare d'entendre les dirigeants socialistes désapprouver les mesures gouvernementales uniquement sur la forme, une manière de dire que sur le fond il n'y a pas tant de désaccords que ça. Le revenu de solidarité active (RSA) aura même été présenté comme une mesure de gauche, alors qu'elle installe pour longtemps la précarité en généralisant les temps partiels et alors même que son financement épargne gracieusement les profits faramineux des grands groupes qui, eux, ne connaissent pas la crise.

Voilà pourquoi nous avons, vous et nous, des responsabilités communes pour agir ensemble. Il ne s'agit pas de s'enfermer dans un tête-à-tête Parti communiste-Ligue communiste révolutionnaire (LCR), mais de penser à l'utilité commune que nous pouvons représenter ensemble pour des millions de salariés, pris à la gorge par les effets de la crise économique actuelle.

Les licenciements tombent en cascade, les salaires sont bloqués et ne permettent pas de vivre correctement, le système public de santé risque, lui aussi, d'être privatisé... La liste est longue.

Aujourd'hui, le code du travail, les congés payés, les services publics et la protection sociale sont dans le collimateur de la droite. Cent cinquante années d'acquis sociaux, gagnés de haute lutte, ne doivent pas partir en fumée. Les combats menés par nos anciens, les droits sociaux arrachés par les grèves de 1936, de la Libération ou de Mai 68 méritent d'être défendus par tous ceux et toutes celles qui s'en réclament. Il ne peut y avoir de place pour le sectarisme quand il s'agit de lutter ensemble contre nos adversaires communs, la droite et le Medef.

Pourquoi mener séparément des campagnes de soutien alors que l'on serait plus forts à le faire d'une même voix ? Après avoir organisé avec succès des ventes de fruits et légumes à prix coûtant cet été, et au moment où vous organisez, sous votre propre drapeau, une manifestation le 26 septembre sur le pouvoir d'achat, pourquoi ne pas envisager ensemble, et avec d'autres, une campagne axée sur l'augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux ?

Nous sommes disponibles pour discuter de tout cela. Le but n'est pas de régler nos désaccords sur l'alternative politique à construire à gauche d'un coup de baguette magique, mais de prendre conjointement la mesure de la gravité de la situation et d'organiser la riposte ensemble.

P.-S.

* Après que l'Humanité ait refusé de publier cette lettre envoyée au PCF, elle est parue dans Le Monde, édition du 13.09.08. LE MONDE | 12.09.08 | 13h59 • Mis à jour le 12.09.08 | 16h38.

* Olivier Besancenot est porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR).